

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CONSEIL
AU PAYEUR DE CORSE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Ughjettu / Objet : Indemnité de conseil du Payeur de Corse

A chaque renouvellement de mandature, la Collectivité de Corse doit délibérer sur les modalités d'attribution d'une indemnité de conseil au Payeur régional.

Les comptables de la Direction Générale des Finances Publiques peuvent fournir personnellement une aide technique aux collectivités locales, et établissements publics dans les conditions qui sont fixées par l'arrêté ministériel du 12 Juillet 1990 (Voir en annexe).

Ce texte précise de manière non exhaustive les prestations pour lesquelles les comptables publics peuvent intervenir, personnellement, en dehors des prestations obligatoires inhérentes à leurs fonctions, en matière budgétaire comptable, économique, financière et fiscale.

Ce texte prévoit ainsi une indemnité de conseil qui doit lui verser la collectivité territoriale bénéficiaire, si elle juge que son professionnalisme lui permet de délivrer un conseil de qualité.

Lorsque le Payeur délivre un conseil à une collectivité locale, il intervient à titre personnel, en dehors de sa situation de fonctionnaire d'Etat, au titre d'une activité publique accessoire exercée à la demande d'une collectivité, ou d'un établissement public.

L'indemnité de conseil rémunère donc les vacations de conseil réalisées par le comptable à la demande de la collectivité ou de l'établissement public. Elle ne rémunère pas le service rendu par le fonctionnaire de la DGFIP.

Le montant de cette indemnité est déterminé à partir de la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de Fonctionnement et d'Investissement, à l'exception des opérations d'ordre, des trois derniers budgets exécutés, à laquelle est appliqué le barème figurant dans l'arrêté du 12 Juillet 1990.

Cette indemnité est de l'ordre de 11 000 €.

Malgré son caractère non obligatoire, il est proposé à l'Assemblée de Corse le paiement de cette indemnité au Payeur de Corse.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.